

# Pénal

ACTUALITÉ JURIDIQUE PÉNAL



29

La formation professionnelle des détenus, nouvelle compétence des régions

Par Juliette Gaté

32

Les nouvelles dispositions de lutte contre la cybercriminalité issues de la loi du 13 novembre 2014 renforçant la lutte contre le terrorisme

Par Myriam Quéméner

36

Prescription de l'action publique : l'urgence de repenser « un système en crise »

Par Audrey Darsonville







# 1 Éditorial

## 4 Au fil du mois

Les victimes, leur indemnisation

# 9 Dossier Les droits des victimes



Droit des victimes et victimologie, une nécessaire nouvelle donne
par Claude Lienhard10
Pour un ancrage durable de l'effectivit des droits des victimes
par Caroline Lacroix12
Aider et défendre les victimes d'infractions pénales
Par Caroline Lacroix et Claude Lienhard 15
Les propositions en faveur du droit des victimes de l'INAVEM

INAVEM......16

par Claire-Marie Casanova	18
La mission d'intérêt général et les mandats judiciaires confiés a associations d'aide aux victimes par Isabelle Sadowski	
L'action récursoire du FGTI à l'en du transporteur ferroviaire de pe à la suite de l'agression d'un usa par Stéphanie Roth	rsonnes ger

# 29 Pratiques

La formation professionnelle des détenus, nouvelle compétence des régions par Juliette Gaté	29
Les nouvelles dispositions de lutte contre la cybercriminalité issues	
de la loi du 13 novembre 2014 renforçant la lutte contre le terrorisme	
par Myriam Quéméner	32

dispradence	
ASS. PLÉN., 7 NOV. 2014, N° 14-83.739 Prescription de l'action publique : l'urgence de repenser par Audrey Darsonville	
CE 24 OCT.2014, N° 368580 les garanties du droit à un procès équitable doivent s'a par Jean-Paul Céré	ppliquer au retrait de crédit de réduction de peine
P <mark>énal général</mark> COMPÉTENCE Décision du procureur de la Cour pénale internationale :	Défaut de convocation du nouvel avocat au débat de prolongation de la détention provisoire Crim. 20 août 2014, nº 14-83.699 par Guillaume Royer 50

absence de compétence pour connaître des faits commis contre les passagers de la flotille humanitaire en route pour la bande de Gaza CPI 6 nov. 2014 par Gislhain Poissonnier......42

## RESPONSABILITÉ PÉNALE

Responsabilité pénale d'une société et manquement à une obligation de formation Crim. 2 sept. 2014, nº 13-83.956 par Jérôme Lasserre Capdeville ..... 43

#### Infractions

#### ABUS DE BIENS SOCIAUX

Action civile en matière d'abus de biens sociaux : l'associé n'est pas un créancier comme un autre

Crim. 25 juin 2014, nº 13-87.224, QPC et 3 déc. 2014, nº 13-87.224 par Julie Gallois.....

#### HARCÈLEMENT

L'exercice d'un pouvoir de direction n'implique pas nécessairement un harcèlement moral

## Procédure pénale

#### DÉTENTION PROVISOIRE

Portée de l'erreur du détenu dans la désignation de la juridiction compétente sur le délai pour statuer sur sa demande de mise en liberté

## DIFFAMATION

Actes interruptifs de prescription avant l'engagement des poursuites de presse

Crim. 16 sept. 2014, nº 13-85.457 par Nicolas Verly.

#### EXTRADITION

Manque de base légale un avis défavorable à l'extradi tion insuffisamment motivé au regard des faits

Crim. 21 oct. 2014, nº 14-85.257 par Delphine Brach-Thiel.....

## GARDE À VUE

La garde à vue pour les nécessités des poursuites

Crim. 18 nov. 2014, nº 14-81.33 par Carole Girault...

## Exécution des peines

Loi Taubira : conflit de loi dans le temps et voyages à l'étranger des probationnaires Versailles, 21 oct. 2014, nº 14/03286 par Martine Herzog-Evans.....

Requiem pour le pourvoi en matière de permission de 501 Crim. 29 janvier 2014, nº 13-87.534 et nº 13-83.960 par Martine Herzog-Evans.....

ABUS DE SOCIAUX	ACTION CIVILE  Recevabilité	45
CYBERCRIMINALITÉ Pratique	TERRORISME  Loi du 13 novembre 2014	32
DÉTENTION PROVISOIRE	DROIT DE LA DÉFENSE  Absence de convocation de l'avocat	50
	DÉLAI POUR STATUER  ■ Erreur de désignation de la juridiction	48
DIFFAMATION	PRESCRIPTION  Acte interruptif	54
ENQUÊTE Actualité	Droits de la défense  Réforme	6
ENFANCE DÉLINQUANTE Actualité	JUSTICE DES MINEURS  Réforme en cours	4
EXTRADITION	AVIS DÉFAVORABLE  Motivation	52
GARDE À VUE	LÉGALITÉ Nécessité	53
HARCÈLEMENT MORAL	INTENTION DE NUIRE  Pouvoir de direction	46
PEINE	Crédit de réduction de peine	
Arrêt du mois	Procès équitable	39
	DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER  ■ Application de la loi du 15 août	55
	PERMISSION DE SORTIR  Pourvoi	56
POLICE ADMINISTRATIVE Actualité	Services de renseignement  Réforme à venir	5
PRESCRIPTION Arrêt du mois	ACTION PUBLIQUE  Suspension	36
	DIFFAMATION  Interruption	51
PRISON Pratique	FORMATION PROFESSIONNELLE  Récentes évolutions des compétences	
RESPONSABILITÉ PÉNALE	PERSONNE MORALE Obligation de formation	
VICTIMES	Droits	
Dossier	Assister et défendre – Schéma	
Dossier	Effectivité des droits	
Dossier	Indemnisation      Mission des associations	
Dossier Dossier	Mission des associations     Perspectives d'avenir	
Dossier	Propositions INAVEM	
Dossier		25